

●●●

Si on ne peut parler de hasard et si malgré tout la prédiction est en tout état de cause impossible, il reste que tout événement a une cause ou des causes déclenchantes, ce qui a été le cas des événements de Tunisie. Essayons de voir quelles sont ces causes déclenchantes. D'après les lois déterministes — également dites prévisionnistes — créées par Galilée et développées par Isaac Newton selon lesquelles les conditions initiales permettraient de déterminer l'état futur d'un système, ce qui nous renvoie au phénomène connu aujourd'hui sous la dénomination de sensibilité aux conditions initiales : pour un système chaotique, une très petite erreur sur la connaissance de l'état initial x_0 dans l'espace des phases va se trouver (presque toujours) rapidement amplifiée. Ces lois déterministes et prévisionnistes énoncées par Galilée et Newton s'appliquent parfaitement aux événements de Tunisie et du tsunami qu'ils ont déclenché, emportant les régimes arabes les uns après les autres. En effet, si Bouazizi n'a pas été giflé par cette femme policière, la révolution tunisienne n'aurait peut être pas eu lieu. C'est cette erreur sur la connaissance de l'état initial, qualifiée par Newton d'état x_0 , erreur d'appréciation de cette femme policière sur la solidité du régime qu'elle servait et qui ne pouvait en aucun cas imaginer, ne serait-ce qu'un court instant, que le système qu'elle servait était à bout de souffle et qu'il suffisait par conséquent d'un simple battement d'aile d'un papillon en l'occurrence ici la gifle assénée à Mohamed Bouazizi pour le renverser.

En fait, selon Lorenz (op.cit.), il serait plus juste de dire que le battement d'ailes du papillon «induit» la tornade, il ne la provoque pas directement ! Elle est provoquée par des conditions locales, qui sont elles-mêmes «liées» à d'autres (...) De même, la gifle à elle seule ne suffit pas à expliquer l'enchaînement des événements qui ont conduit à la chute du régime tunisien. Il y a en fait une intrication de plusieurs causes indirectement liées les unes aux autres que cette femme policière ne pouvait en aucun cas anticiper tant le système qu'elle servait semblait stable et cohérent. Pourtant, ce système, par les malversations qui le caractérisaient, par les méfaits dont il s'est rendu coupable, par les spoliations et les dénis de justice qui en sont la marque de fabrique et enfin par le despotisme avec lequel il se maintenait a fini par déboucher sur un état qui ne peut être que chaotique parce que n'obéissant à aucune règle de l'orthodoxie politique et de la bonne gouvernance et, par conséquent, hautement instable.

Dans la théorie du chaos, un système est dit chaotique si toutes les conditions initiales possibles conduisent à une dynamique chaotique, on pourra dire alors que le système est sensible aux conditions initiales. De ce point de vue, les systèmes politiques despotiques qui règnent sans partage dans tous les pays du monde arabe, systèmes qui n'arrivent à se maintenir que grâce au clientélisme, au népotisme, au clanisme et à la force brutale, ces systèmes par leur autisme et leurs dérivés mafieuses sont par essence même chaotiques parce que n'obéissant à aucune norme orthodoxe de gouvernance sinon à celle du bon vouloir et de l'humeur prédatrice du despote qui en est à la tête et qui dispose de son peuple et de son pays comme d'un bien propre. Le chaos étant souvent synonyme de désordre d'agitation, d'anarchie, d'émeute, de manifestation, c'est, malheureusement, ce à quoi conduisent tous les systèmes despotiques. Ainsi, toutes les conditions initiales de ces systèmes conduisent inévitablement, à plus ou moins long terme, au chaos, et si ces systèmes peuvent être considérés comme chaotiques, ils ne peuvent par conséquent qu'être sensibles aux conditions initiales, ce qui nous ramène à notre effet papillon qui explique pourquoi une simple gifle assénée à un jeune dans un petit village perdu au fin fond de la Tunisie a eu les conséquences qu'on connaît. De surcroît, dans les systèmes fortement chaotiques⁽⁴⁾ baptisés selon la théorie ergodique K-systèmes (le K est pour Kolmogorov), ainsi que pour les systèmes très fortement chaotiques, dits B-systèmes (le B est pour Bernoulli), l'amplification des erreurs rend rapidement totalement inopérant le pou-

voir prédictif qui découle de l'unicité de la solution parce que la croissance de l'erreur est localement exponentielle, et c'est justement ce qui s'est passé en Tunisie, en Egypte et dans les autres pays où la contestation est en train de se muer en guerre comme en Libye et peut-être même au Yémen.

Dans ces pays en effet, l'amplification des erreurs par les tenants du pouvoir en place en minimisant dans un premier temps l'ampleur de la contestation, en l'attribuant comme c'est aussi souvent le cas à une déstabilisation étrangère, à la main de l'étranger et enfin en la réprimant violemment, l'accumulation de ces erreurs de jugement et d'appréciation de la situation à cause d'un aveuglement et d'une inconscience à la limite de la pathologie, leur accroissement de façon quasi exponentielle, ne fait qu'exacerber et radicaliser la contestation, ce qui a mené à l'implosion des régimes tunisiens et égyptiens et à une confrontation armée en Libye. Ainsi, les régimes politiques despotiques, régis par l'arbitraire de la répression, ne peuvent être que chaotiques et donc sensibles aux conditions initiales et à un simple battement d'ailes d'un papillon qui peut être d'ailleurs n'importe quel événement fortuit. L'Algérie, pays arabe ? Va-t-il échapper à cette règle de la théorie des dominos et le régime algérien peut-il être qualifié de despotique ?

Pour pouvoir répondre à cette question, voyons tout d'abord en quoi consiste un régime despotique : le despotisme du grec *despotês*, maître, est une forme de gouvernement où l'autorité est exercée par un individu qui règne avec un pouvoir politique absolu et de manière abusive au regard des lois. Le despotisme est l'une des trois formes de gouvernement (avec la république et la monarchie) que Montesquieu distingue dans *L'esprit des lois*. Pour lui, le despotisme, qui est le mal absolu, est le pouvoir d'un seul homme, sans règle, si ce n'est celle de son bon plaisir, pouvoir fondé sur la crainte. Le philosophe en déduit la nécessité de la séparation des pouvoirs afin d'éviter le despotisme et de préserver la liberté⁽⁵⁾.

L'Algérie, par les amendements constitutionnels récemment introduits, outre l'article 5 de la Constitution qui précise que «l'emblème national et l'hymne national sont des conquêtes de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 et sont immuables» ; ou encore l'article 62, qui stipule que l'Etat garantit le respect des symboles de la Révolution, la mémoire des choucha et la dignité de leurs ayants droit et des moudjahidine ; ou enfin l'article 29 bis relatif à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Outre ces amendements somme toute mineurs par rapport à notre propos, les autres amendements apportés à la Constitution ne sont guère rassurants quant à l'avenir du processus démocratique algérien et notamment l'amendement proposé à l'article 74 qui, tout en maintenant la durée du mandat présidentiel, qui est de cinq ans, dispose que le président de la République est rééligible sans limitation de son mandat ou encore la substitution de la fonction de Premier ministre à celle de chef du gouvernement. Ainsi, est-il explicitement mentionné, dans le nouveau texte que l'actuel «chef de gouvernement» s'appellera désormais «Premier ministre» et sa nomination demeure du ressort exclusif du président de la République qui peut aussi le révoquer à tout moment. Le chef de l'Etat peut aussi nommer un ou plusieurs vice-Premiers ministres — une fonction qui n'existait pas jusqu'à présent —, afin d'assister le Premier ministre, qui est chargé de mettre en œuvre le programme du président de la République et de coordonner, à cet effet, l'action du gouvernement qu'il choisit. En d'autres termes, la mission du gouvernement sera d'appliquer dans le moindre détail le programme du chef de l'Etat.

Nous sommes passés ainsi, par la grâce de cette révision constitutionnelle, à un régime présidentiel pur et dur. Si dans la Constitution de 1989 amendée en 1996, les pouvoirs du président étaient déjà exorbitants, l'institution d'un régime présidentiel et la suppression de la fonction du chef de l'exécutif en tant qu'émanation de la majorité parlementaire n'ont fait que renforcer la tendance qui marque de façon prégnante l'omnipotence et l'omniscience de la fonction présidentielle au détriment des autres pouvoirs.

Les partisans de cette démarche auraient dû s'inspirer de l'expérience de nos voisins maliens qui vivent sous un régime semi-présidentiel et qui ont été eux-mêmes confrontés à la volonté de certains de changer ou d'amender la Constitution en vigueur dans leur pays, notamment par un amendement visant à instaurer un régime présidentiel avec pour corollaire, entre autres, la concentration du pouvoir exécutif entre les mains du seul président de la République ainsi que la suppression de la fonction de Premier ministre. Avant toute chose, nos voisins maliens ont d'abord constitué une commission (la commission Daba Diawara)⁽⁶⁾ chargée d'étudier toutes les propositions. Dans son rapport, concernant les raisons qui l'ont motivé à

maintenir le régime semi-présidentiel, la commission Daba indique que les partisans de l'approche d'une révision constitutionnelle en faveur d'un régime présidentiel ont sûrement minimisé les gros risques de ce type de régime. Pour cette commission, ce type de régime, qui a été pratiqué

par les pouvoirs dictatoriaux, notamment en Amérique latine, s'apparente à la dictature pure et simple.

En effet, aucun contre-pouvoir, dans ce type de configuration, n'empêche le président de la République d'agir à sa guise et de prendre seul, les décisions concernant l'état de la nation. C'est à ce titre que la commission Daba a purement et simplement évité ce système politique. Cela dit, et si, par définition, le despotisme est bien une forme de gouvernement où l'autorité est exercée par un individu qui règne avec un pouvoir politique absolu, avec cette nouvelle Constitution, et avec les nouveaux pouvoirs que s'est octroyé le président de la République, l'Algérie a bel et bien basculé dans un régime despotique. Maintenant, et si effectivement le pouvoir algérien peut être qualifié de despotique, pourquoi n'est-il pas confronté à la même contestation populaire qui a mené à la chute des régimes tunisien et égyptien ? La réponse à cette question a été donnée par le chef du gouvernement monsieur Ouyahia lors d'une intervention dans une émission télévisée de la chaîne nationale A3 («Débat de l'heure», «Hiwar essaâ») rapportée par le quotidien *Le Soir d'Algérie*⁽⁷⁾ : «Chez nous, le changement est intervenu en 1989. Il y a plus de 30 partis politiques, une centaine de titres de presse, nous n'avons pas d'opposants politiques en prison, ni d'exilés politiques.» «L'Algérie, selon lui, ne vit pas une crise politique mais plutôt des crises sociales.» Pour monsieur le Premier ministre, cela ne nécessite «ni la dissolution du Parlement ni un changement de système politique. Il n'est donc pas nécessaire de recourir à la dissolution de l'Assemblée».

Pour ce qui est de l'Assemblée constituante, une exigence mise en avant par plusieurs personnalités politiques, pour monsieur Ouyahia, son installation consacrerait la négation de «50 années d'existence de l'Etat algérien». «L'Assemblée constituante ne

nous rendra pas les morts de 1963 ni même les victimes de la tragédie nationale. Accepter l'idée d'une Assemblée constituante, et donc d'une nouvelle Constitution, reviendrait à effacer d'un trait 50 ans d'existence de l'Etat algérien. Cela n'apportera rien au pays.» Ouyahia rejette même la proposition d'un «débat national» émise par Abdelhamid Mehri. «Je respecte l'avis des autres. Mais je me demande à quoi servirait d'initier un tel débat. Souvenez-vous de l'initiative de Sid-Ahmed Ghazali lorsqu'il était chef du gouvernement. Est-ce que cela nous a évité la catastrophe des années 1990 ?»

A en croire monsieur Ouyahia, il n'y a pas de problèmes politiques en Algérie, et ce, compte tenu du fait qu'il y a plus de 30 partis politiques, une centaine de titres de presse, pas d'opposants politiques en prison, ni d'exilés politiques. Pour monsieur Ouyahia ces conditions sont amplement suffisantes pour proclamer que nous sommes en démocratie. Cependant, dans la réalité des faits et sur le terrain il n'y a pratiquement pas d'opposition politique. En fait, la seule réalité politique palpable est le retour sans conteste du parti unique reloué à la sauce démocratique sous la forme d'une alliance présidentielle regroupant le FLN, toujours lui, le RND qui n'est qu'un clone du FLN et le MSP qui n'est là qu'en tant que faire-valoir pour récupérer l'électorat islamiste.

Si on met ces trois partis politiques à l'épreuve des élections, je parie qu'ils n'arriveraient même pas à totaliser le million d'électeurs. Quant au reste des partis politiques, ou plutôt des quelques «sigles politiques» qui font de l'entrisme pour arracher quelques privilèges et quelques miettes, il ne s'agit là en vérité que d'une poignée d'opposants de salon qui n'est bonne qu'à s'opposer à elle-même et qui n'emportera jamais l'adhésion populaire parce que totalement inféodée au pouvoir en place, une opposition qui ne doit sa survie qu'à la mansuétude de ce pouvoir qui la tolère parce qu'elle lui sert d'alibi démocratique. Comment dans ce cas précis peut-on parler de démocratie en Algérie. Le système politique algérien a réussi le tour de force extraordinaire de se maintenir contre vents et marées en surfant sur la fragilité sociale et le manque d'ancrage politique des Algériens traumatisés par une série de chocs successifs qui ont permis à ce système, en adoptant la fameuse stratégie du choc développée par Naomie Klein⁽⁸⁾, à imposer et à faire accepter à cette nation des choix qui ne sont pas les siens mais seulement ceux des tenants du pouvoir. Que dit cette stratégie du choc : «Un traumatisme collectif, une guerre, un coup d'Etat, une catastrophe naturelle, une attaque terroriste plonge chaque individu dans un état de choc.

Après le choc, nous redevenons des enfants, désormais plus enclins à suivre les leaders qui prétendent nous protéger.» Cette théorie nous la devons à Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976 qui soutenait l'ultralibéralisme, et qui conseilla aux hommes politiques d'imposer immédiatement après une crise les réformes économiques douloureuses avant que les gens n'aient eu le temps de se ressaisir. Milton Friedman qualifiait cette méthode de traitement de choc. Naomi Klein la qualifie de stratégie du choc.

M.-N. N.

Références

- (1) Franklin B., http://fr.wikipedia.org/wiki/Effet_papillon
- (2) Lorenz E., http://fr.wikipedia.org/wiki/Effet_papillon
- (3) Bertarnd, (http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_du_chaos),
- (4) *La théorie du chaos*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_du_chaos
- (5) <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Despotisme.htm>
- (6) La commission Daba Diawara, <http://www.maliweb.net/category.php?NID=36960>
- (7) *Le Soir d'Algérie* du 02/04/2011
- (8) Naomi Klein (2008), *La stratégie du choc - La montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, Leméac, 590 pages.